INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre 1998

FAITS SAILLANTS

- Les solides gains au chapitre de l'emploi, observés en juillet et en août, ont contrebalancé les pertes subies au cours des deux mois précédents.
- Le taux de chômage est tombé à 8,3 %, en août, soit le taux le plus bas en huit ans.
- La production s'est repliée, en juin, le troisième recul en autant de mois.
- Les exportations sont demeurées stables, mais l'excédent commercial a augmenté en raison de la baisse des importations.
- Le dollar canadien est tombé à un niveau plancher record, ce qui a incité la Banque du Canada à majorer les taux d'intérêt.
- Les marchés boursiers
 nord-américains ont connu un recul
 marqué, en août, entraînés par
 l'instabilité en Asie et en Russie.

Indicateurs économique	s mens	uels cl	és	
	<u>Va</u>	riation	en % de	<u>puis</u>
		le mois		
		dernier	dernie	r
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	707,5	-0,1	2,5	Juin
Biens	235,1	-0,4	2,0	Juin
Services	472,4			Juin
Indice composite	207,7	0,3	5,4	Juill.
Emplois (En milliers)	14 306	0,2	1,3	Août
Temps plein	11 627	0,4	2,9	Août
Temps partiel	2 680	-0,2	-1,4	Août
Chômage* (En %)	8,3	8,4	9,0	Août
Jeunes*	14,5	15,3	16,6	Août
Adultes*	7,2	7,1	7,6	Août
Inflation mesurée par l'IPC*	1,0	1,0	1,7	Juill.
Ventes au détail (En M\$)	20,430	-1,7	4,0	
Mises en chantier (En milliers)	123,1	-6,5	-6,7	Juill.
Balance commerciale*				
(En milliards \$)	1,541	1,328	2,483	Juin
Exportations	26,041	0,1	- ,	Juin
Importations	24,500	-0,8	-0,8	Juin
M&É	8,396	3,4	17,7	Juin
Papier comm. à trois mois*				
(En %)	5,82	5,19	3,63	4 sept.
Rendement des obligations à				
long terme* (En %)	5,61	•		4 sept.
Dollar canadien* (En cents US) *Données en niveaux seu	65,54 lement -	66,18 la varia	72,06 ation en	4 sept.
n'est pas exprimée				

Le rapport spécial du présent numéro : Augmentation de l'intensité des compétences au Canada : Preuve et explications

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Industry Canada Canada



Indicateurs économiques mensuels Septembre 1998

TABLES DES MATIERES

L'économie	Page
Comptes économiques nationaux et comptes financiers	3
PIB réel par industrie	4
Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs	5
Investissements des entreprises dans les usines et le matériel	6
Logement	. 7
Commerce et compétitivité	. 8
Tendances du marché du travail	
Emploi et chômage	9
Aperçu de la situation de l'industrie	10
Aperçu de la situation des provinces	11
Prix et marchés financiers	
Prix à la consommation et prix des produits de base	12
Taux de change et prix des actions	13
Taux d'intérêt à court terme et à long terme	14
L'économie des États-Unis	
Tendances de l'économie américaine	15
LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO : Augmentation de l'intensité des compétences au Canada : Preuve et explications	16
A venir	
Publication de données à surveiller/événements prévus	19

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 4 septembre 1998. Il a été préparé par Joseph Macaluso, Stéfane Marion et Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique. Le rapport spécial a été rédigé par Wulong Gu, avec l'aide de Caroline Farmer. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-954-3494 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



Comptes économiques nationaux et comptes financiers

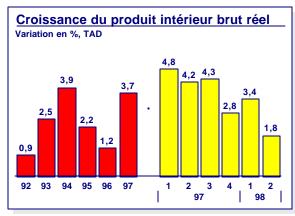
- 2e trimestre de 1998

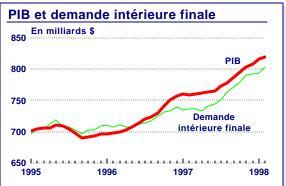
Au deuxième trimestre, l'économie a ralenti beaucoup...

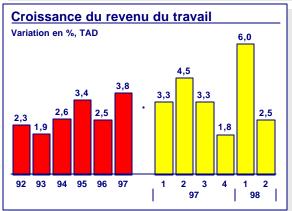
- Au deuxième trimestre de 1998, le PIB réel a augmenté de 1,8 % (taux annuel), soit le taux trimestriel de croissance le plus lent observé en deux ans.
- Le ralentissement n'a surpris personne, ou presque, compte tenu des grèves dans le secteur de la construction en Ontario et des fermetures d'usines dans le secteur de l'automobile (consécutives à une importante grève chez GM aux États-Unis), qui ont toutes deux freiné l'activité économique. Le secteur commercial n'a pas contribué à la croissance, car l'augmentation des importations, à caractère d'investissement, a dépassé la croissance des exportations.
- L'accumulation des stocks a ralenti de façon marquée au deuxième trimestre, ce qui a fait diminuer les gains globaux au chapitre de la production. Le ralentissement s'est fait le plus sentir dans le commerce de gros et de détail.
- Malgré tout, certains segments de l'économie ont affiché une vigueur surprenante. En particulier, la demande intérieure a été très vigoureuse, à la faveur d'une augmentation notable des dépenses de consommation (en dépit du revenu disponible plus faible) et d'un redressement marqué des investissements dans les M&É.

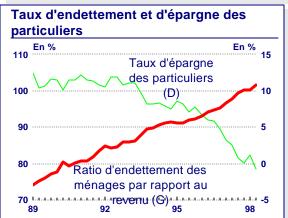
...ce qui rend incertaines les perspectives relatives au dernier semestre de l'année

- Au Canada, les perspectives à court terme sont assombries par l'évolution de la situation économique aussi bien au pays qu'à l'étranger. L'augmentation des dépenses de consommation au deuxième trimestre, qui a été financée par l'épargne des ménages et un accroissement de l'endettement, ne pourra peut-être pas se poursuivre si les revenus ne progressent pas.
- Outre-mer, l'instabilité économique et politique qui a débuté en Asie mais qui s'est maintenant étendue à d'autres marchés émergents (y compris la Russie) a malmené les marchés financiers canadiens.
- Le repli du dollar canadien a entraîné une augmentation d'un point de pourcentage du taux directeur de la Banque du Canada, ce qui a amené les banques à relever d'autant les taux des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises.
- Cette augmentation, conjuguée à l'instabilité récente des marchés boursiers, pourrait affaiblir la confiance des consommateurs au deuxième semestre de l'année. Les bénéfices des entreprises ont aussi fléchi, frappés durement par la baisse des prix des produits de base et la faiblesse de la demande sur les marchés d'outre-mer.









PIB réel par industrie

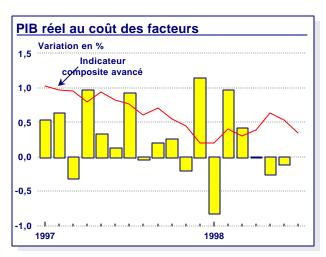


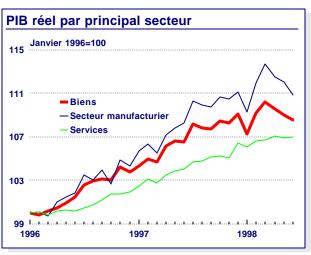
En juin, la production a fléchi légèrement...

• En juin, le PIB réel s'est replié de 0,1 %; c'était la première fois depuis le début de 1991 que l'économie ne croissait pas pendant trois mois consécutifs. L'activité économique a néanmoins progressé au deuxième trimestre, bien qu'à un rythme plus lent qu'au trimestre précédent.

...les conflits de travail faisant diminuer la production de biens

- Le repli observé dans les industries productrices de biens est intervenu pour la baisse de la production totale en juin. Dans le secteur manufacturier, la production a connu le plus important de ses trois reculs mensuels consécutifs, les travailleurs en grève chez GM aux États-Unis ayant entraîné l'arrêt des activités dans les usines canadiennes de la société. Excluant les autos, la production a été stable dans le secteur manufacturier, en juin.
- Ailleurs dans les industries productrices de biens, des grèves dans certains métiers clés de la construction en Ontario ont contribué au quatrième fléchissement consécutif de l'activité dans ce secteur. L'exploitation minière a affiché un redressement marqué, toutefois, sous l'impulsion de l'accroissement de la production de pétrole et de gaz.
- Dans le secteur des services, la production s'est stabilisée au cours des deux derniers mois. Les pertes généralisées observées dans le commerce de détail et le commerce de gros (ce dernier étant affecté par la fermeture d'usines d'automobiles) ont été contrebalancées par l'intensification de l'activité dans les services financiers et commerciaux.





PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)								
Juin 1998			Variation en %					
0uii 1330			Variati de pleis mois					
	Niveau	mensuelle	dernier	dernier				
Ensemble de	707 487	-790	-0,1	2,5				
l'économie								
Secteur des	581 710	-597	-0,1	3,1				
entreprises								
Biens	235 055	-884	-0,4	2,0				
Agriculture	11 999	-72	-0,6	-2,8				
Pêche et piégeage	900	-43	-4,6	-3,7				
Abattage du bois et foresterie	3 672	-38	-1,0	-12,5				
Exploitation minière*	28 907	263	0,9	5,5				
Sect. manufacturier	124 662	-1 361	-1,1	2,4				
Construction	40 261	-137	-0,3	3,4				
Autres services publics	24 654	504	2,1	-1,1				
Services	472 432	94	0,0	2,8				
Transport et entreposage	29 862	81	0,3	1,1				
Communications	26 276	146	0,6	5,9				
Commerce de gros	42 419	-197	-0,5	6,3				
Commerce de détail	42 016	-734	-1,7	4,1				
Finances et assurance	36 727	478	1,3	2,2				
Agents d'ass. et agents imm.	75 865	85	0,1	1,9				
Services commerciaux	41 943	427	1,0	8,7				
Services gouvernementaux	40 277	-74	-0,2	-0,6				
Enseignement	40 538	10	0,0	-0,1				
Soins de santé et services soci		-67	-0,1	1,0				
Logement et alimentation	18 999	-34	-0,2	2,9				
Autres	28 648	-27	-0,1	1,8				
	_5 0.0		. 3,.	.,0				

*Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

4

L'ÉCONOMIE



%

Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

L'augmentation notable des dépenses de consommation au deuxième trimestre...

- Après un temps d'arrêt au début de 1998, les dépenses de consommation ont bondi de 5,5 % (taux annuel) au deuxième trimestre, pour croître à leur rythme le plus rapide en un an et demi.
- Environ la moitié de cette augmentation est attribuable à l'accroissement des ventes de véhicules automobiles neufs. Les généreux programmes d'encouragements ont entraîné une volatilité considérable dans les ventes d'autos depuis décembre. Excluant les véhicules automobiles, les dépenses de consommation des particuliers ont progressé de quelque 3,5 % (taux annuel) au cours de chacun des deux premiers trimestres de l'année.
- L'accroissement des dépenses de consommation au deuxième trimestre a été financé par l'épargne des ménages - le taux d'épargne a d'ailleurs été négatif - et une augmentation de l'endettement. Le revenu disponible, pour sa part, a fléchi au deuxième trimestre, après avoir crû durant les deux périodes précédentes.

...pourrait ne pas se poursuivre au dernier semestre de l'année

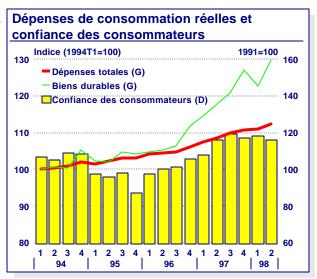
- Sans une solide augmentation du revenu disponible, il est peu probable que les dépenses de consommation maintiennent leur essor. D'ailleurs, le repli généralisé des ventes au détail observé en juin semble indiquer une baisse de régime à l'entrée dans le troisième trimestre.
- La confiance des consommateurs demeure relativement élevée, mais pourrait être ébranlée par la perturbation récente des marchés financiers et les marchés du travail généralement plus faibles.

Ventes au détai	l et crédit à la
consommation	
Juin 1998	Variation en
	Г.,:III:! ! -

EII	o <u>aep</u>		ı an
		dernier	dernier
Total - Ventes au détail	20 430	-1,7	4,0
Alimentation	4 837	-0,1	4,0
Pharmacies	1 088	-1,6	8,9
Vêtements	1 128	-3,7	2,3
Meubles	1 040	0,3	6,9
Automobiles	7 903	-1,6	3,6
Magasins de march. divers	es 2 250	-4,8	2,9
Tous les autres magasins	2 184	-2,4	4,1
Total excluant véhicules	14 968	-2,0	3,2
automobiles Crédit à la consommatio	n 152 184	0,5	10,1

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'in	dication	contraire)		
	1996	1997 [^]	1998 T1	1998 T
Consommation réelle (En \$ 1992	24 51 682	470 177	477 388	483 856
Variation en %	2,4	4,1	0,6	5,5
Biens durables	54 465	61 020	62 400	65 880
Variation en %	3,7	12,0	-12,4	24,2
Biens semi-durables	42 816	44 606	46 596	46 584
Variation en %	0,6	4,2	12,7	-0, 1
Biens non durables	116 773	117 922	117 732	118 668
Variation en %	2,1	1,0	0,4	3,2
Services	237 628	246 629	250 660	252 724
Variation en %	2,5	3,8	2,2	3,3
Revenu disponible	518 167	523 010	531 632	524 576
Variation en %	1,4	0,9	5,5	-0,2
Taux d'épargne (En %)	5,8	1,7	1,2	-0,7
Ratio d'endettement (En %)	94,2	98,4	100,1	101,5
Attitudes des consommateurs	101,2	115,0	118,4	115,8
Cantonana Daard di Canada				



*Conference Board du Canada

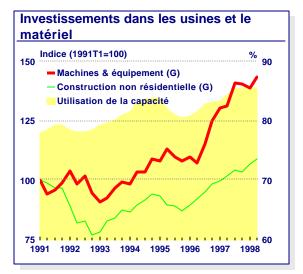
Investissements des entreprises dans les usines et le matériel

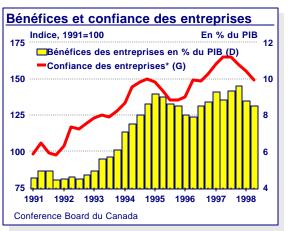
Les investissements se sont redressés au deuxième trimestre...

- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement (M&É) ont augmenté de façon marquée au deuxième trimestre, après avoir fléchi au cours des deux périodes précédentes. Les achats accrus de machines industrielles, d'ordinateurs et de véhicules automobiles ont alimenté l'augmentation observée au deuxième trimestre.
- La construction non résidentielle a ralenti quelque peu au deuxième trimestre, mais elle a néanmoins affiché un solide résultat. Le ralentissement a été concentré dans la composante génie, particulièrement le forage de puits de pétrole et de gaz.
- Ces résultats vont généralement dans le sens de l'enquête récente de Statistique Canada sur les perspectives des investissements privés et publics. Les investissements dans

...des dépte de la dépte de la confiance de la

- Au deuxième trimestre de 1998, la confiance des entreprises a fléchi pour une quatrième période consécutive. Le repli s'explique principalement par les préoccupations accrues au sujet de la situation financière des entreprises et liées à la résurgence de l'instabilité économique en Asie et à la baisse des prix des produits de base.
- Les bénéfices des entreprises ont diminué au cours des deux derniers trimestres, durement frappés par la faiblesse des prix des produits de base et l'atonie de la demande étrangère. Vu qu'il est peu probable qu'on observe un redressement rapide, les entreprises pourraient en venir à réduire l'ampleur de leurs projets d'investissement.





Investissements et situation financière des entreprises									
En millions \$, TAD (à moins d'indication o	ontraire)								
	1996	1997	1997 T3	1997 T4	1998 T1	1998 T2			
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES									
Machines & équipement (En \$ 1992)	44 310	52 586	54 568	54 396	53 752	55 612			
Variation en %	4,2	18,7	32,3	-1,3	-4,7	14,6			
Construction non résidentielle (1992\$)	33 581	36 637	37 332	37 036	38 284	38 956			
Variation en %	4,3	9,1	10,7	-3, 1	14,2	7,2			
Utilisation de la capacité (En %, biens non	82,1	84,6	85,4	85,5	85,7	85,6			
agricolestion de la capacité (secteur manuf.)	82,5	84,9	85,8	85,8	86,2	86,2			
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES EN Bénéfices d'exploitation des	96 067	110 682	112 732	116 020	107 816	102 852			
entreprises en %	-1,1	15,2	21,3	12,2	-25,4	-17,2			
Bénéfices - Industries non financières	71 871	82 218	82 656	84 760	79 676	73 896			
Variation en %	-6,7	14,4	4,0	10,6	-21,9	-26,0			
Bénéfices - Industries financières	24 194	28 462	30 072	31 260	28 140	28 956			
Variation en %	20,5	17,6	91,1	16,8	-34,3	12,1			
Crédit aux entreprises	570 653	620 412	627 130	646 767	660 392	674 568			
Variation en %	5,0	8,7	10,9	13,1	8,7	8,9			
Indice de la confiance des	147,0	162,3	164,9	159,2	155,0	148,9			
ൗർ്ഷാ ള് ജെ ട്ട്oard du Canada									

L'ÉCONOMIE

Logement

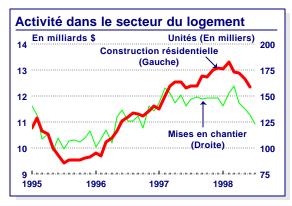
Dans le secteur du logement, les dépenses ont diminué au deuxième trimestre...

- Les investissements dans la construction résidentielle ont fléchi au deuxième trimestre; c'est la troisième fois au cours des quatre derniers trimestres que l'on observe un recul de l'activité dans ce secteur.
- Les commissions de courtage sur les ventes de maisons existantes ont augmenté, mais la construction de logements neufs s'est repliée de façon marquée. Outre un affaiblissement général de la demande de logements neufs, des grèves dans certains métiers clés ont contribué aux faibles résultats.

...mais l'activité pourrait se redresser dans les mois à venir

- En juillet, les mises en chantier ont enregistré leur cinquième recul mensuel consécutif, les conflits de travail observés en Ontario continuant de ralentir la construction dans cette province -- qui normalement intervient pour plus d'un tiers des mises en chantier totales. Comme la plupart des conflits sont maintenant réglés, les mises en chantier pourraient augmenter au cours des mois à venir.
- La valeur totale des permis de construction résidentielle a fléchi de 3,4 %, en juillet, le troisième repli observé en quatre mois. Cette faiblesse s'explique peut-être en partie par une augmentation du nombre de logements récemment terminés mais pas encore vendus.
- Les ventes de maisons existantes ont diminué, en juillet.
 Toutefois, la majoration récente des taux hypothécaires pourrait entraîner une intensification à court terme de l'activité, vu que les acheteurs éventuels ayant en main une hypothèque pré-approuvée à un taux plus bas pourraient décider d'acheter maintenant.

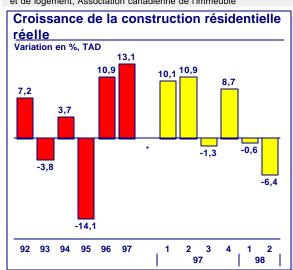
Investissements réels dans les structures résidentielles								
En millions \$ 1992, TAD (à m	En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication							
contraire)	1996	1997	1998 T1	1998 T2				
Construction résidentielle	38 056	43 038	43 880	43 164				
Variation en %	10,8	13,1	-0,4	-6,4				
Construction par secteur	37 928	42 912	43 732	43 020				
Variation en %	10,9	13,1	-0,6	-6,4				
Logements neufs	18 536	21 967	23 028	21 744				
_Variation en %	8,5	18,5	2,3	-20,5				
Travaux de réparation et d'amélioration	12 126	13 471	14 176	14 140				
Variation en %	7,4	11,1	9,9	-1,0				
Frais de propriété et de transfe	ert 7 394	7 600	7 188	6 676				
Variation en %	23,6	2,8	-25,6	41,4				



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	le mois	n depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1 (En \$ 1992, en M; base du coût des	•	-2,4%	0,1%
Permis de construction, en M (2)	1 \$ 1377	-3,4%	-1,0%
Ventes de logements existar (nombre d'unités, données non co Mises en chantier, nombre d'unités	rrigées)		59
	123 100	-8 600	-24 600
Terre-Neuve	600	-100	-300
Île-du-Prince-Édouard	300	-100	-100
Nouvelle-Écosse	1 800		-1 100
Nouveau-Brunswick	2 500	700	800
Québec	14 300	-2 700	-5 800
Ontario	38 900	-7 200	-10 600
Manitoba	2 000	-400	-100
Saskatchewan	2 500	500	200
Alberta	20 700	1 900	3 800
Colombie-Britannique	18 800	-200	-6 500

 Données de juillet 3- données de juillet
 Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble



IEM Septembre 1998 — 7

Commerce et compétitivité

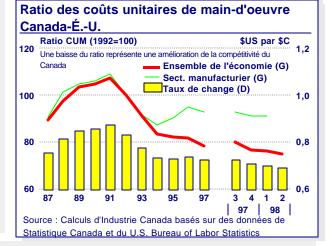
Une légère hausse des exportations ...

- Les exportations de marchandises ont augmenté de 0,1 %, en juin. Les fermetures d'usines et les problèmes de transport ont entraîné une réduction notable des exportations de produits automobiles. Toutefois, ces pertes ont été contrebalancées par une hausse des exportations de biens industriels, de M&É et de produits énergétiques.
- Les exportations n'ont pas augmenté de manière appréciable jusqu'à présent en 1998, principalement en raison de la baisse des expéditions à destination du Japon et des autres pays asiatiques. Par exemple, les exportations vers le Japon se sont repliées de 27 % au cours du premier semestre de

...et une baisse des importations menerit à une hausse de l'excédent commercial

- En juin, les importations ont diminué de 0,8 %, soit la deuxième baisse mensuelle consécutive. Cette baisse s'explique principalement par le repli des importations de produits automobiles, aussi attribuable à des fermetures d'usines liées à des grèves.
- Grâce à la légère augmentation des exportations et à la diminution des importations, l'excédent commercial du Canada a progressé pour atteindre 1,5 milliard de dollars en juin, en hausse par rapport à 1,3 milliard en mai.
- Le repli du dollar a mené à une amélioration considérable de la position concurrentielle du Canada par rapport aux États-Unis. Calculés en fonction d'une devise commune, les coûts unitaires de main-d'oeuvre observés au Canada se sont repliés de 7,7 % comparativement à ceux enregistrés





Juin 1998	Niveaux (E	n millions \$)	Cumulatif à ce j	Cumulatif à ce jour (En millions \$) Variation (En M\$)			
	Mai 1998	Juin 1998	Janvjuin 1997	Janvjuin 1998	Mai à juin 1998	Mai à juin 1998	Juin 1997 à <u>Juin 19</u> 98
Exportations	26 023	26 041	147 704	155 794	18	0,1	5,7
vers les États-Unis	21 581	21 410	118 469	128 637	-171	-0,8	7,5
Importations	24 695	24 500	132 606	147 063	-195	-0,8	10,6
en provenance des États-Unis	19 017	18 550	100 712	112 590	-467	-2,5	9,0
Balance	1 328	1 541	15 098	8 731	213		
commérciale	2 564	2 860	17 757	16 047	296		
Exportations par produi	i <u>t</u>						
Produits agricoles/pêche	2 100	2 053	11 923	12 474	-47	-2,2	1,5
Produits énergétiques	1 979	2 022	13 634	11 670	43	2,2	-9,5
Produits de la forêt	2 865	2 878	17 610	17 412	13	0,5	-3,1
Biens et matériaux industriels	4 814	5 188	27 247	29 021	374	7,8	14,3
Machines et équipement	6 428	6 488	32 768	37 904	60	0,9	17,1
Produits automobiles	5 934	5 497	34 369	36 104	-437	-7,4	-1,6
Autres biens de consommatior	1 017	1 053	5 086	5 929	36	3,5	22,1
Importations par							
Produtti t agricoles/pêche	1 427	1 457	7 532	8 424	30	2,1	16,2
Produits énergétiques	739	856	5 344	4 688	117	15,8	5,2
Produits de la forêt	214	212	1 159	1 225	-2	-0,9	10,3
Biens et matériaux industriels	4 953	4 884	26 144	29 382	-69	-1,4	12,1
Machines et équipement	8 123	8 396	43 279	48 903	273	3,4	17,7
Produits automobiles	5 418	4 866	28 772	32 024	-552	-10,2	-2,9
Autres biens de consommation	n 2 827	2 848	14 131	16 431	21	0,7	20,1

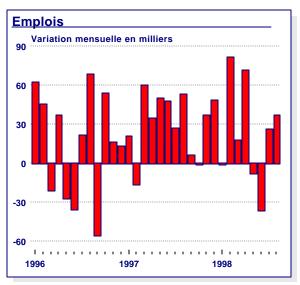
TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

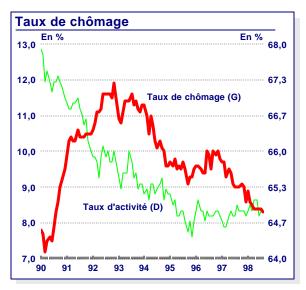
Emploi et chômage



En août, le nombre d'emplois a crû de 37 000...

- Après avoir augmenté de 27 000 en juillet, le nombre d'emplois a progressé de 37 000 en août. La progression de l'emploi observée au cours des deux derniers mois a plus que contrebalancé le repli enregistré en mai et en juin.
- L'augmentation de l'emploi observée en août est entièrement attribuable à la hausse du nombre de postes à temps plein, vu que l'emploi à temps partiel s'est replié.
- La croissance de l'emploi chez les jeunes est à nouveau intervenue pour une large part de l'augmentation globale.
 Les gains nets d'emplois chez les jeunes en juillet en août ont totalisé 47 000, les meilleurs résultats d'affilée observés en plus de neuf ans.
- ... ce qui a fait tomber le taux de chômage à 8,3 %
- La hausse de l'emploi enregistrée en août a permis de faire baisser le taux de chômage national de 0,1 point de pourcentage, à 8,3 % - le taux le plus bas observé en huit ans. La baisse aurait été plus importante si le nombre de personnes cherchant un emploi n'avait pas augmenté.
- Le taux de chômage chez les jeunes s'est replié de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 14,5 % en août. Depuis le début de l'année, il a diminué de deux points de pourcentage. Le taux de chômage chez les adultes a crû légèrement pour atteindre 7,2 %.





Tendances du marché du travail								
		<u>Niveaux</u>		1 2	Variation de	Variation en % depuis		
(En milliers)	Août 1997	Juillet 1998	Août 1998	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 023,3	14 269,6	14 306,4	36,8	283,1	191,6	0,3	2,0
Temps plein	11 304,2	11 585,0	11 626,7	41,7	322,5	125,1	0,4	2,9
Temps partiel	2 719,1	2 684,6	2 679,7	-4,9	-39,4	66,5	-0,2	-1,4
Jeunes 15-24	2 043,1	2 076,8	2 098,5	21,7	55,4	59,3	1,0	2,7
Adultes 25+	11 980,1	12 192,8	12 207,9	15,1	227,8	132,3	0,1	1,9
Travailleurs indépen	dants 2 540,1	2 499,7	2 555,4	55,7	15,3	79,4	2,2	0,6
Chômage	1 386,8	1 310,5	1 298,7	-11,8	-88,1	-22,6	-0,9	-6,4
Taux de chômage	9,0	8,4	8,3	-0,1	-0,7	-0,3		
Jeunes 15-24	16,6	15,3	14,5	-0,8	-2,1	-1,3		
Adultes 25+	7,6	7,1	7,2	0,1	-0,4	0,0		
Population active	15 410,1	15 580,0	15 605,0	25,0	194,9	168,9	0,2	1,3
Taux d'activité	65,0	64,9	64,9	0,0	-0,1	0,1		
Taux d'emploi	59,1	59,4	59,5	0,1	0,4	0,3	I	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation de l'industrie

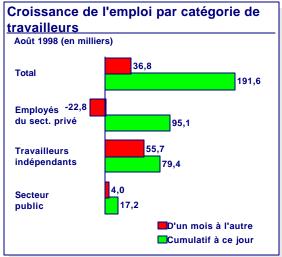
Les secteurs du commerce de détail et des services commerciaux ont réalisé de solides gains au chapitre de l'emploi en août, mais le secteur manufacturier a vu diminuer son nombre d'emplois

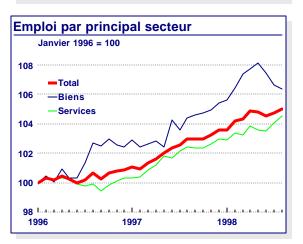
- En août, le nombre d'emplois a augmenté de 20 000 et dans le secteur du commerce de détail et celui des services commerciaux et personnels, ce qui contribué à la réalisation d'un gain global de 46 000 dans les industries productrices de services. Par contre, l'administration publique et les finances ont toutes deux connu un recul de l'emploi.
- Le nombre d'emplois dans le secteur des biens a fléchi de 9 000, en août. Il y avait 23 000 emplois de moins dans le secteur manufacturier, malgré le retour au travail de ceux qui ont été touchés par la grève chez GM aux États-Unis.
- Ailleurs dans le secteur des biens, de vigoureuses augmentations consécutives ont permis à l'emploi dans le secteur de la construction d'atteindre, en août, un sommet des quatre dernières années. La progression de l'emploi dans le secteur de l'agriculture pourrait être liée à la récolte hâtive de



- En août, le nombre de travailleurs indépendants a crû de 56 000, dans la foulée d'une augmentation de 22 000 le mois précédent.
- Par contre, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a fléchi de 23 000, en août.







(En milliers)	<u>Niveaux</u>				Variation	Variation en %		
	Août 1997	Juillet 1998	Août 1998	le mois dernier	depuis dernier	Cumulatif à ce jour	depuis dernier	l'an dernie
Total	14 023,3	14 269,6	14 306,4	36,8	283,1	191,6	0,3	2,0
Biens	3 791,5	3 872,7	3 863,6	-9,1	72,1	34,4	-0,2	1,9
Agriculture	421,1	430,3	446,1	15,8	25,0	31,3	3,7	5,9
Expl. minière et puits de pétrole	170,9	173,8	171,8	-2,0	0,9	-9,4	-1,2	0,5
Autres ind. primaires	119,1	117,9	107,3	-10,6	-11,8	-4,2	-9,0	-9,9
Services	140,9	131,9	129,5	-2,4	-11,4	-13,0	-1,8	-8,1
Seletice nanufacturier	2 191,5	2 264,8	2 242,2	-22,6	50,7	11,6	-1,0	2,3
Construction	747,9	754,0	766,7	12,7	18,8	18,2	1,7	2,5
Services	10 231,8	10 396,9	10 442,8	45,9	211,0	157,2	0,4	2,1
TEC*	910,3	908,0	911,2	3,2	0,9	-11,5	0,4	0,1
Commerce de gros	657,8	679,9	686,2	6,3	28,4	19,2	0,9	4,3
Commerce de détail	1 737,8	1 748,1	1 768,3	20,2	30,5	43,1	1,2	1,8
FAI*	795,5	776,8	770,9	-5,9	-24,6	-35,6	-0,8	-3,1
Enseignement	961,9	961,8	977,8	16,0	15,9	10,4	1,7	1,7
Soins de santé et services	1 427,8	1 472,7	1 472,4	-0,3	44,6	22,6	-0,0	3,1
Seriales comm. et pers.	2 947,5	3 037,4	3 056,9	19,5	109,4	91,8	0,6	3,7
Administration publique	793,2	812,2	799,0	-13,2	5,8	17,2	-1,6	0,7
*TEC : Transport, entreposage	et communicat	ions; FAI : Financ	ces, assurance et	immobilier				

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

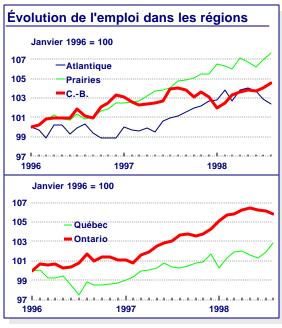
Aperçu de la situation des provinces

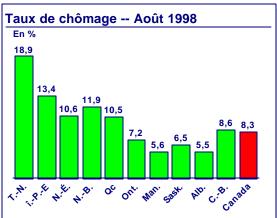
L'emploi a augmenté dans sept des dix provinces, avec en tête le Québec et l'Alberta...

- En août, le nombre d'emplois a progressé de 31 000 au Québec, ce qui a porté les gains totaux au cours des deux derniers mois à 49 000. Ces résultats sont tout à l'opposé des conditions plutôt faibles du marché du travail qu'on a observées dans cette province au premier semestre de 1998.
- L'Alberta a affiché un autre gain important, malgré le ralentissement de l'activité dans le secteur de l'exploration pétrolière.
- L'Ontario a enregistré son deuxième repli consécutif (-18 000) en raison de pertes d'emplois dans le secteur manufacturier.
 Compte tenu de la vigueur observée plus tôt cette année, l'emploi est encore sensiblement en hausse pour ce qui est du cumulatif à ce jour.
- À Terre-Neuve, les pertes d'emplois enregistrées au cours des deux derniers mois ont presque contrebalancé les gains

...ท่าสาราใจ ซลนาราชัย ซกิจิที่ age s'est accru de façon marquée à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard

- Les pertes consécutives d'emplois observées à Terre-Neuve ont entraîné une augmentation importante du taux de chômage en juillet et en août. En août, le taux de chômage s'établissait à 18,9 %, comparativement à 16,6 % en juin. À l'Île-du-Prince-Édouard, il a aussi progressé sensiblement en août.
- La croissance de l'emploi au Québec et en Colombie-Britannique s'est traduite par une baisse notable du taux de chômage dans ces provinces.





Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces								
	Emplois (En milliers)					Taux de chômage		
	<u>Niveaux</u>	Variation depuis le		Variation depuis		<u>Niveaux</u>	<u>Variation</u>	on depuis
	Août	mois der	<u>nier</u>	<u>l'an derr</u>	<u>lier</u>		le mois	l'an
	1998	(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		dernier	dernier
Canada	14 306,4	36,8	0,3	283,1	2,0	8,3	-0,1	-0,7
Terre-Neuve	190,4	-7,0	-3,5	-3,3	-1,7	18,9	1,4	0,7
îPÉ.	60,7	-1,7	-2,7	-0,4	-0,7	13,4	1,0	-0,7
Nouvelle-Écosse	402,1	0,8	0,2	9,7	2,5	10,6	0,0	-1,0
Nouveau-Brunswick	321,2	2,8	0,9	5,2	1,6	11,9	0,7	-0,4
Québec	3 340,8	30,5	0,9	83,3	2,6	10,5	-0,4	-1,0
Ontario	5 572,5	-17,5	-0,3	110,1	2,0	7,2	0,0	-1,0
Manitoba	549,6	2,5	0,5	11,2	2,1	5,6	0,3	-0,6
Saskatchewan	478,0	2,0	0,4	0,5	0,1	6,5	0,5	0,8
Alberta	1 527,3	14,1	0,9	57,1	3,9	5,5	0,1	-0,3
CB.	1 863,8	10,3	0,6	9,9	0,5	8,6	-0,5	0,0

PRIX ET MARCHÉS FINANCIERS

Prix à la consommation et prix des produits de base



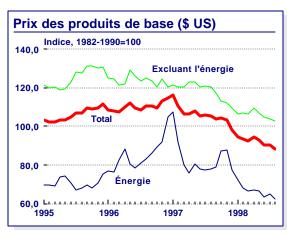
En juillet, l'inflation est demeurée stable, à 1.0 %...

- Le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC s'est établi à 1,0 %, en juillet, le même qu'en juin. L'inflation de «base», qui exclut les impôts indirects et les composantes instables «alimentation» et «énergie», s'est aussi chiffrée à 1,0 % en juillet, soit la limite inférieure de la fourchette officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- Comparativement à l'an dernier, les augmentations de prix les plus importantes observées en juillet ont été enregistrées par les frais de scolarité universitaire, les produits du tabac, les forfaits de voyage, les services téléphoniques et le gaz naturel. Elles ont été contrebalancées en partie par la baisse des prix de l'essence et des ordinateurs et des frais d'intérêt hypothécaire.
- Les pressions inflationnistes sous-jacentes demeurent contenues. Les prix des produits de base ont fléchi considérablement par rapport à l'an dernier, et les prix à lales taux les plus faibles ont été observés à

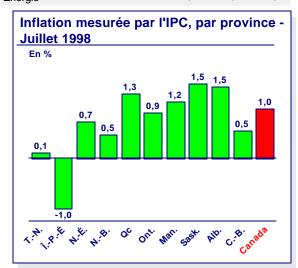
l'Î.-P.-É et à Terre-Neuve

- En juillet, le niveau global des prix était en baisse de 1,0 % d'une année à l'autre à l'Île-du-Prince-Édouard, la seule province à avoir enregistré un recul global des prix sur douze mois. Le fléchissement notable des coûts du logement observé dans cette province s'explique par la diminution des prix des maisons et des frais d'assurance-maison. L'inflation a aussi été très faible à Terre-Neuve (0,1 %).
- La Saskatchewan et l'Alberta ont enregistré le taux d'inflation le plus élevé, en juillet (1,5 %).





Prix à la consommation			
Juillet 1998 (1	<u>Variat</u> Indice 1992=100)	ion en % le mois dernier	l'an
IPC global	108,8	0,0	1,0
Alimentation	109,9	-0,3	1,4
Logement	103,6	0,1	0,3
Fonctionnement des ménages	108,0	0,0	1,5
Vêtements et chaussures	102,6	-0,6	1,1
Transport	120,4	-0,2	-0,4
Soins de santé et personnels	108,4	0,2	2,2
Loisirs, enseignement et lecture	e 119,4	0,8	2,3
Alcool et tabac	92,8	0,2	4,2
IPC hors alimentation et	109,0	0,2	1,3
énergie Energie	104,2	-0,9	-3,1
Prix des produits de base (août)		
Indice, 1982-1990=100	88,6	-2,0	-16,1
Excluant l'énergie	102,6	-1,2	-14,9
Énergie	62,5	-4,1	-19,7



PRIX ET MARCHÉS FINANCIERS

Taux de change et prix des actions

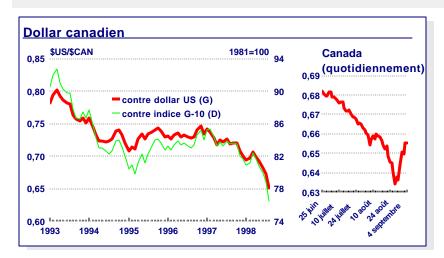


En août, le dollar canadien et les marchés boursiers ont fléchi sensiblement...

- Le dollar canadien a fait face à d'importantes pressions de vente pendant la majeure partie de juillet et d'août, clôturant à un nouveau plancher record, 63,31cents US, le 27 août -- en baisse de près de huit cents par rapport à son sommet récent en mars. La faiblesse du dollar est attribuée à l'instabilité économique et politique dans la région Asie-Pacifique et, plus récemment, en Russie, ce qui a entraîné une fuite des capitaux internationaux vers le dollar américain «valeur refuge». Cette agitation s'est aussi traduite par une baisse marquée des prix des produits de base, ce qui a miné encore davantage le dollar vu l'opinion très répandue selon laquelle l'évolution de notre devise est étroitement liée à celle des produits de base.
- Les perturbations des marchés mondiaux, le repli des prix des produits de base et la diminution des bénéfices des entreprises ont aussi entraîné une baisse substantielle des cours des actions canadiennes. L'indice TSE 300 a fléchi de 20 %, en août, sa perte mensuelle la plus lourde depuis octobre 1987. Même si le marché américain s'en est mieux tiré que son pendant canadien, les cours des actions américaines ont aussi diminué notablement par rapport aux sommets antérieurs.

...mais ils ont regagné une partie du terrain perdu au début de septembre

 Un redressement modeste des prix des produits de base et l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis ont permis de soutenir et le dollar canadien et les marchés boursiers au début de septembre. Le 4 septembre, le dollar canadien s'était en partie rétabli (65,54 cents US) et les cours des actions avaient remonté passablement.



(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice vs G-10 (1981=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1996	0,7296	84.00	1,139	83.64
1997	0,6991	81,62	1,247	90,87
1998 Mars	0.7043	82.35	1,290	91.11
Avr	0,6988	81,63	1,268	92,21
Mai	0,6863	80,83	1,228	93,37
Juin	0,6813	79,96	1,223	95,71
Juill.	0,6614	78,82	1,207	94,69
Août	0,6361	76,50	1,164	94,15

9 000 Moyenne du Dow Jones 8 000 7 000	7 600 7 200 6 800 6 400
7 000 Jones 6 000	7 200
7 000	6 800
6 000	6 800
6 000	1
	6 400
	" 4
TSE 300	6 000
5 000	··· 5 600·······························
	5 200
4 000	5 200 Land Land Land Land Land
3 000 Luanamatamantamantamantamantamantamantama	1 25 th Guille A willer 1 at 21 at graph

Principaux indices boursiers				
	Variation en %			
	Clôture -	ledenpooriis	l'an	
	Août	dernier	<u>derni</u> er	
TSE 300	5 531	-20,2	-16,4	
Pétrole et gaz	4 398	-21,2	-38,5	
Métaux et minéraux	2 500	-22,5	-49,2	
Services publics	6 399	-15,9	18,2	
Papiers et produits de la	3 181	-22,2	-37,7	
f 5rêt eprises de	4 962	-19,9	-15,0	
Biatvibas ion	6 768	-28,1	-4,2	
Dr anciers	4 229	-21,6	-48,4	
Coefficient de	23,3	-6,3	1,0	
capitalisation des				
r 8&IP t 50 0	957	-14,6	6,4	
Dow Jones	7 539	-15,1	-1,1	
*les colonnes 2 et 3 re	flètent des	changeme	ents de	

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau

PRIX ET MARCHÉS FINANCIERS

Taux d'intérêt à court terme et à long terme

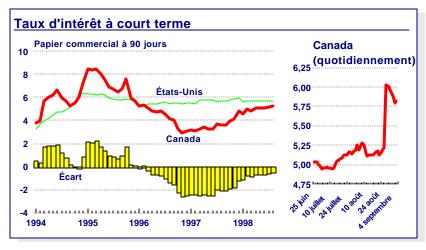


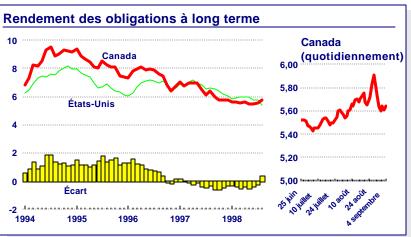
La Banque du Canada a relevé les taux d'intérêt en vue de défendre le dollar...

- Dans un effort visant à soutenir la confiance à l'égard du dollar canadien, la Banque du Canada a relevé son taux directeur pour le faire passer à 6,0 %, le 27 août, une augmentation d'un point de pourcentage.
- Le geste énergique de la Banque a entraîné une hausse correspondante des taux des prêts à la consommation et aux entreprises. Le taux préférentiel a grimpé d'un point de pourcentage passant à 7,5 %, sa première augmentation en huit mois. Les taux hypothécaires ont aussi été majorés, hausse allant de 70 points pour le taux à un an à 40 points pour le taux à cinq ans.
- Les perspectives incertaines quant à l'évolution du dollar ont réduit l'attrait des actifs libellés en dollars canadiens. En conséquence, même si les facteurs fondamentaux, faible inflation et amélioration des finances publiques, n'ont pas changé, les rendements des obligations observés au Canada ont augmenté sensiblement à la fin d'août.

...ce qui a fait passer les taux canadiens au-dessus des taux américains pour toutes les échéances

Les taux à court terme et à long terme enregistrés aux États-Unis sont demeurés stables ces derniers mois -en fait, les rendements des obligations ont fléchi légèrement par suite d'un afflux de capitaux étrangers. Il
s'ensuit que la courbe de rendement canadienne est maintenant <u>au-dessus</u> de la courbe américaine, et ce,
pour toutes les échéances - un renversement comparativement aux mois précédents alors que la courbe
canadienne était en-dessous de la courbe américaine.





Principa	ux taux	du marc	he monet	taire
(fin de période) ⁽	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les ÉU.	Rendement obligations	
1996 1997	3,13 4,80	-2,42 -1,17	7,09 5,95	0,51 0,03
1998 Mars Avr. Mai Juin Juill. Août	5,04 5,04 5,06 5,14	-0,80 -0,63 -0,61 -0,60 -0,53 -0,44	5,70 5,76 5,61 5,52 5,61 5,83	-0,23 -0,31 -0,22 -0,13 -0,15 0,41
2	5,88	0,30	5,60	0,26

Dulmalmanny tanny also manalat manattalua

septembre Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Principau	ıx taux (débiteurs		
(fin de période) d'e	Taux	Taux préférenti	• •	hèque à cing ans
	ocop.co	el		
1996	3,25	4,75	5,20	6,95
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998 Mars	5,00	6,50	6,40	6,85
Avr.	5,00	6,50	6,55	6,95
Mai	5,00	6,50	6,55	6,95
Juin	5,00	6,50	6,55	6,95
Juill.	5,00	6,50	6,55	6,95
Août	6,00	6,50	7,45	7,55
2 septembre	e 6,00	7,50	7,45	7,55

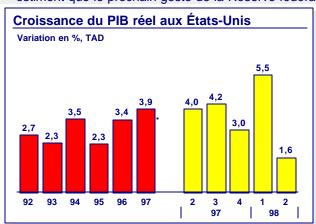
L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

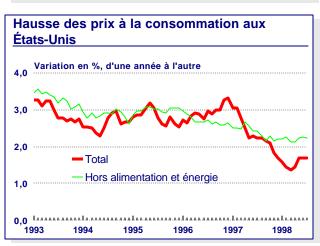


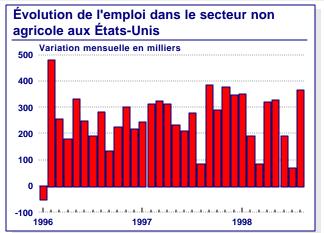
Tendances de l'économie américaine

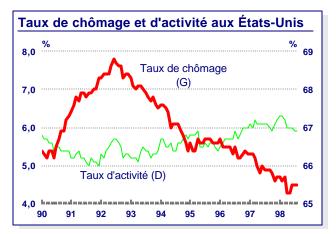
Faits saillants...

- Les estimations préliminaires montrent que l'économie américaine a crû à un rythme annuel de 1,6 % au deuxième trimestre, soit une baisse marquée par rapport au premier trimestre (5,5 %). La demande intérieure finale est demeurée le principal moteur de la croissance au deuxième trimestre, alimentée par les vigoureuses dépenses de consommation et la solide augmentation des investissements dans les M&É et la construction résidentielle. La croissance de la production a été modérée par une baisse des exportations et un repli notable des investissements dans les stocks.
- Le nombre d'emplois dans le secteur non agricole a augmenté de 365 000 en août, après avoir progressé de seulement 68 000 en juillet. Le redressement observé en août reflète le retour des travailleurs touchés par les grèves liées au secteur de l'automobile et les fermetures d'usines en juillet. Le taux de chômage est demeuré stable à 4,5 % pour un troisième mois consécutif.
- Malgré une croissance soutenue depuis un an, l'inflation demeure contenue. Au deuxième trimestre, l'indice implicite des prix du PIB a augmenté de 1,0 % par rapport à l'an dernier, la hausse la plus faible observée en 30 ans. En juillet, le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC se chiffrait à 1,7 %, tout comme en mai et en juin. L'inflation de base, excluant les composantes volatiles «alimentation» et «énergie», s'établissait à 2,2 %, soit le taux autour duquel elle tourne depuis près d'un an.
- On s'attend à ce que la Réserve fédérale ne modifie pas les taux d'intérêt à la prochaine réunion du Comité de l'open market du Système fédéral de réserve, le 29 septembre. Toutefois, compte tenu du ralentissement de la croissance et de la faiblesse de l'inflation, ainsi que des incertitudes accrues concernant l'effet des crises asiatique et russe sur l'économie américaine et du recul des cours des actions, un nombre croissant d'analystes estiment que le prochain geste de la Réserve fédérale sera d'abaisser les taux d'intérêt.









RAPPORT SPÉCIAL

Augmentation de l'intensité des compétences au Canada : Preuve et explications

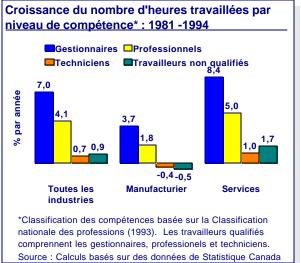


Les heures totales travaillées des travailleurs qualifiés ont augmenté plus rapidement que celles des travailleurs non qualifiés...

- Entre 1981 et 1994, les heures totales travaillées par les travailleurs qualifiés ont crû de 2,9 % par année dans le secteur non primaire.
- Parmi les travailleurs qualifiés, les gestionnaires sont ceux dont la profession a progressé le plus rapidement au chapitre des heures travaillées, avec une augmentation annuelle moyenne de 7,0 %.
- En comparaison, les heures totales travaillées des travailleurs non qualifiés n'ont augmenté que de 0,9 % par an

...et l'intensité des compétences s'est accrue dans presque toutes les industries

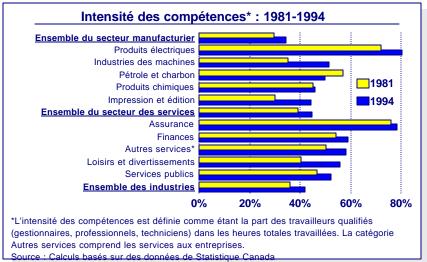
- Les compétences requises par les industries canadiennes définies comme étant la part des travailleurs qualifiés dans les heures totales travaillées - ont augmenté passant de 35,5 % en 1981 à 41,4 % en 1994.
- L'intensité des compétences tend à être plus élevée dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier. En 1994, les gestionnaires, professionnels et techniciens intervenaient pour environ 44 % de la main-d'oeuvre totale dans le secteur des services, comparativement à quelque 34 % dans le secteur manufacturier.
- Même si le perfectionnement s'est répandu dans l'ensemble de l'industrie canadienne entre 1981 et 1994, l'augmentation a été plus importante dans le secteur des services. La part des travailleurs qualifiés a progressé de 5,5 points de pourcentage dans le secteur des services, contre 4,7 points dans le secteur manufacturier.



Composition des compétences dans le secteur non primaire : 1981-1994*

Travailleurs Travailleurs qualifiés non qualifiés Total Techn Gest. **Profess** 1981 35,5 7,1 6,0 22,4 64,5 39.7 1986 10.9 7.6 21.2 60.3 39,6 10.7 7.8 21.1 60.4 1987 1988 39,7 10,9 7,8 21.1 60,3 1989 40,1 11,0 8,1 21.0 60,0 40.0 10.8 7.8 21.4 60.0 1990 41,5 11,6 20,4 58,6 9,4 1993 41.4 12.0 9.7 19.7 58.6 1994

*Il manque des données en raison de l'absence de résultats d'enquête.



RAPPORT SPÉCIAL

Augmentation de l'intensité des compétences au Canada : Preuve et explications

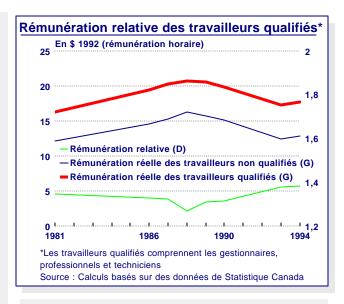


La majoration de salaire des travailleurs qualifiés était à peu près la même en 1994 et en 1981...

- En 1981, les gestionnaires, professionnels et techniciens gagnaient en moyenne 35 % de plus que les travailleurs non qualifiés.
- La rémunération réelle des travailleurs qualifiés et non qualifiés a augmenté de 1981 à 1988. Toutefois, comme les salaires des travailleurs non qualifiés ont augmenté plus rapidement que ceux des travailleurs qualifiés, l'écart entre ces deux groupes s'était rétréci de 27 % en 1988.
- Après avoir atteint un sommet en 1988, les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés ont fléchi en dollars constants jusqu'en 1994, où ils se sont légèrement redressés. En 1994, la majoration de salaire des travailleurs qualifiés s'élevait à 38 %, soit un peu plus que celle de 1981.

...ce qui implique que l'offre de compétences suit le rythme de la demande

- Dans un cadre simple de demande et d'offre de main-d'oeuvre, la majoration pour compétence va demeurer inchangée si l'offre de compétences suit le rythme de la demande croissante de compétences.
- Le niveau de compétence global de la population active canadienne a d'ailleurs augmenté sensiblement. Entre 1981 et 1994, le nombre de membres de la population active ayant au moins un diplôme d'études postsecondaires a plus que doublé, tandis que le nombre de ceux ayant un diplôme d'études secondaires ou n'ayant pas terminé leurs études secondaires a diminué considérablement.



Taux de rémunération réel (En \$ 1992, à l'heure) : 1981-1994*

	. —	Travaille	urs qualific	<u> </u>	ravailleur non
	Total	Gest.	Profess.	Techn ^q	<u>ualifiés</u>
1981	16,38	19,78	18,64	14,75	12,14
1986	19,48	20,22	21,33	18,41	14,66
1987	20,31	21,28	22,52	19,01	15,31
1988	20,66	21,18	22,67	19,65	16,26
1989	20,58	21,13	22,61	19,51	15,69
1990	19,91	20,38	21,74	19,00	15,14
1993	17,27	18,74	18,84	15,71	12,51
1994	17,78	19,42	19,32	16,04	12,86

^{*}Il manque des données en raison de l'absence de résultats d'enquête.

RAPPORT SPÉCIAL

Augmentation de l'intensité des compétences au Canada : Preuve et explications

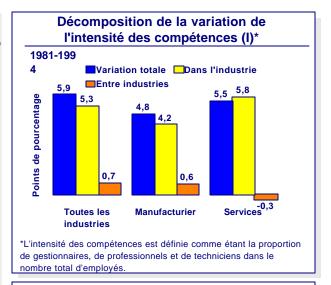


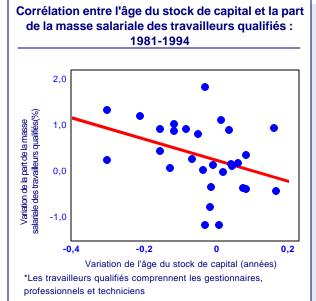
On a avancé deux grandes explications pour le perfectionnement : le changement technique biaisé en faveur des compétences et la mondialisation

- Un certain nombre d'économistes soutiennent que les changements technologiques rendus possibles par l'explosion de la puissance informatique tendent à être biaisés en faveur des travailleurs qualifiés. Cette explication s'appliquerait à <u>l'ensemble des industries</u>.
- Une autre explication est fondée sur la mondialisation, plus particulièrement l'intensification des échanges avec les pays moins développés. Cela devrait causer un déplacement de la production <u>entre les industries</u>, c'est-à-dire des secteurs à plus faible intensité de compétence aux secteurs à plus forte intensité de compétence.

Le changement technique biaisé en faveur des compétences semble être le plus important facteur au Canada

- L'augmentation de l'intensité des compétences au niveau agrégé depuis le début des années 80 peut être expliqué presque entièrement par l'évolution de l'intensité des compétences dans chaque industrie plutôt que par le déplacement de la production des industries à plus faible intensité de compétence aux industries à plus forte intensité de compétence. Cela va dans le sens de l'opinion selon laquelle le changement technique biaisé en faveur des compétences est le principal facteur expliquant le perfectionnement.
- De plus, on a constaté que l'intensité des compétences a une corrélation positive avec un certain nombre de mesures du changement technique, comme l'évolution du stock de R-D ou de brevets et l'âge du stock de capital dans les industries. Cela laisse également supposer que le perfectionnement au Canada peut être en majeure partie expliqué par les changements techniques.





Publication de données à surveiller/événements prévus



(19)

CANADA

Indice des prix à la consommation Août	septembre septembre septembre octobre tobre novembre novembre novembre novembre vembre
Rapport sur la politique monetaire (Banque du Canada) nov	vembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation Août	17 septembre
Commerce international Juillet	17 septembre
PIB 2e trimestre 1998, final	24 septembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	29 septembre
Situation de l'emploi Septembre	6 octobre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	17 novembre

Nota: Les IEM de septembre sont fondés sur les données connues au 4 septembre 1998.

Le rapport spécial prévu pour les IEM d'octobre sera intitulé «Commerce intraentreprise des filiales étrangères au Canada»

